

Sous les pavés, la terre

- UN ENTRETIEN AVEC RAOUL VANEIGEM -



■ Cet entretien avec Raoul Vaneigem a paru, le 20 août dernier, sur le site « Reporterre, le quotidien de l'écologie »¹.

Reporterre : Le 10 mai dernier, des étudiants d'AgroParisTech dénonçaient publiquement l'enseignement reçu, complice à leurs yeux des « ravages sociaux et écologiques en cours ». Après d'autres, ils appelaient à bifurquer pour des « vies moins cyniques », notamment à la campagne. Sont-ce là les germes d'une rébellion que vous appelez depuis longtemps de vos vœux contre le capitalisme et son mépris de la vie ?

Raoul Vaneigem : Quitter les centres urbains pour reprendre contact avec la nature n'est plus comparable au repli champêtre qui motiva les hippies dans la retombée du mouvement des occupations de Mai 68. Aux rêveurs bucoliques, les pesticides auraient tôt fait de rappeler que le profit répand ses remugles en tous lieux. Le choix de la campagne va bien au-delà d'une réaction d'autodéfense de la vie en proie à la pollution urbaine.

L'ironie de l'histoire nous remet ici en mémoire les luttes communalistes qui, aux XII^e et XIII^e siècles, voient les villes naissantes se soulever, en Catalogne, en Italie du Nord, en Allemagne, en France occitane et picarde, contre la tyrannie des seigneurs féodaux. L'importance croissante du libre-échange, qui inaugure la lutte du capitalisme contre un immobilisme agraire, cadencé par l'aristocratie, est alors l'élément moteur d'une lutte dressant la bourgeoisie des villes contre la puissance oppressive des féodaux². Cependant, ce projet d'émancipation révèle très vite son ambiguïté. Dans sa *Complainte des tisserandes*, Chrétien de Troyes se fera l'écho de la nouvelle oppression. Pour avoir nourri les luttes communalistes, le slogan « l'air des villes rend libre » servira de tremplin à l'idéologie d'un bonheur terrestre débarrassé des dieux et de leur tutelle.

L'attrait de la campagne tient à ce qu'elle offre de nouvelles assises aux luttes qui s'esquissent aujourd'hui, inséparablement existentielles et sociales. Car, en dehors de l'obstination des Gilets jaunes, la stagnation des combats revendicatifs est atterrante. La révolte aspire à se frayer d'autres voies. La campagne offre à la perspective d'un bouleversement collectif et individuel ce que l'on pourrait qualifier de « champ de bataille démilitarisé », un lieu des possibles, ouvert aux gageures de la poésie créative.

Une évidence se fait jour : le mouvement d'émancipation universelle naîtra de petites entités fédérées, de microsociétés mues par la volonté de défendre et de développer le sens humain. C'en est fini de miser sur le grand nombre des protestataires, sur les foules trop aisément manipulables, sur les nations, les ensembles surpeuplés. Si la ville peut parer à l'étouffement du surnombre, c'est en ravivant ses anciennes structures villageoises, en

¹ <https://reporterre.net/>.

² On se reportera sur le sujet – en plus du livre de Raoul Vaneigem, *Le Mouvement du Libre-Esprit*, L'Or des fous, 2005 – à son texte repris sur notre site : « Frères du Libre-Esprit », disponible en ligne sur <https://acontretemps.org/spip.php?article925>.

recréant ces solidarités de quartiers qui ont toujours été propices aux émeutes et aux insurrections – Haussmann ne s’y trompait pas, qui les quadrilla et les éventra de grandes avenues.

En 1967, votre *Traité de savoir-vivre à l’usage des jeunes générations* appelait à sortir des déterminismes sociaux pour « se créer en recréant la société ». Aujourd’hui, ces jeunes adultes déserteurs qui cherchent à se réancrer dans une existence matérielle en lien avec le vivant (boulangerie, apiculture, etc.) répondent-ils à ce mouvement ?

Du haut de leurs bureaucraties – politique et syndicale – où ils gèrent les impuissances de la subversion, les rhéteurs de l’anticapitalisme ont toujours traité avec mépris ceux qui souhaitaient atténuer par des réformes une inhumanité dont ils réprouvaient viscéralement la cruauté. Les réformistes n’étaient pas révolutionnaires. Les grandes idéologies prolétariennes ne l’étaient pas davantage si l’on en juge par le démembrement de la conscience ouvrière, dont nous leur sommes redevables. À vrai dire, il ne faut pas se leurrer, la plupart des prétendues organisations à but humanitaire – du style Kouchner – sont une imposture. Elles relèvent de la philanthropie, du marché caritatif, bref des bonnes œuvres du capitalisme. Mais, là comme partout, c’est à nous de poser sans relâche la question « *Cui prodest ? À qui cela profite-t-il ?* » Il n’est pas d’autres moyens de départager, en les passant au crible, les entreprises délétères et les initiatives salutaires.

Ce qu’il y a d’attractif dans le projet de « se créer en recréant le monde » découvre sa pratique par l’entremise de groupes solidaires dont l’autonomie individuelle est l’élément central. Tandis que l’État et ses commanditaires multiplient les zones à détruire, un nombre croissant de collectivités lui opposent le rachat, à titre privé, de terrains qu’ils dédient à la permaculture, à l’agriculture renaturée, au maraîchage, à l’artisanat, à la recherche d’énergies non polluantes ; tout en excluant l’écologie marchande. De telles initiatives favorisent des révoltes inattendues, comme celles d’ingénieurs agronomes refusant de collaborer davantage à l’empoisonnement agro-alimentaire, de chercheurs ne supportant plus les technologies de l’inhumain, de techniciens devenus hostiles aux industries de la pollution climatique qui les emploient. Imaginez, dans la foulée, un sabotage des taxes et des impôts par les fonctionnaires devenus malgré eux les collecteurs de l’injustice !

Sous les couleurs de l’humour et de la bonne humeur, une « révolution maraîchère » s’emploie à récupérer une terre qui est la nôtre, il faut le rappeler. Les coups qui aboliront la tutelle des États et des intérêts privés jailliront de l’existentiel et de son tissu social. Il est de la plus haute importance qu’en ces lieux de fraternité retrouvée se redécouvrent la joie de vivre ensemble, l’efflorescence des passions, le désir sans fin. Que l’apiculteur se sente au sein de ses abeilles comme au sein d’un milieu naturel et de relations véritablement humaines, c’est toute la différence avec la même occupation exercée dans le monde marchand. Ce qui s’opère sous nos yeux est un basculement radical. La résurgence de l’entraide et de l’individu autonome annonce la fin du règne de l’individualiste, de l’esclave prédateur, du petit homme au calcul égoïste. C’est le déracinement de la servitude volontaire.

Réduire ces solidarités nouvelles à un folklore associatif, c’est oublier qu’elles peuvent être le ferment de plus amples développements. Le rejet de la barbarie a donné naissance à des zones à défendre tels le Chiapas zapatiste et le Rojava. La France l’illustre avec une revendication galactique d’une spécificité insolite et insolente. Si la présence imperturbable des Gilets jaunes rayonne humblement de résonances poétiques qui troublent le monde entier, ce n’est ni hasard ni magie, mais parce que la planète entière frémit du même désir d’une vie libre. Parce que partout, du Chili au Sri Lanka, le rêve d’une société radicalement nouvelle se conjugue avec l’histoire et se concrétise.

Ces gestes forts sont l’écho d’une conscience écologique qui s’affirme. Pensez-vous que l’écologie politique, avec ses luttes contre les grands projets inutiles (routiers, aériens,

etc.), sa dénonciation du productivisme et du travail contraint (chez les pionniers), sa défense du vivant, peut être une chance de renaissance politique ? Dans quelle mesure ?

Si sympathiques qu'elles soient, les manifestations en faveur du climat servent d'exutoires au sentiment d'impuissance qu'éprouvent intimement les protestataires. Comment imaginer que des mesures pratiques et un tant soit peu conséquentes contre la pollution puissent être adoptées par des États et des monopoles qui en sont la cause et les bénéficiaires ? Ce n'est pas dans les capitales que la colère est requise, c'est aux côtés des zadistes en lutte contre la propagation des nuisances, des pesticides, des inutilités rentables – on n'a même pas obtenu l'interdiction des produits qui tuent les abeilles et nous empoisonnent !

De quelles vertus voulez-vous créditer la politique et le parlementarisme ? Les marchandises électorales sont interchangeable. L'envers vaut l'endroit. Le populisme fascisant réclame la liberté de ne pas se faire vacciner et le populisme gauchiste appelle à la vaccination obligatoire. Avons-nous jamais connu une telle disette de l'intelligence sensible et du sens humain ? Pendant que les pitreries médiatiques captent l'attention, les lobbies du nucléaire, du pétrole, de la pharmacie, de la 5G, du gaz de schiste, des malversations bancaires, triomphent avec le soutien d'une corruption et d'un parasitisme étatiques exhibés sans scrupules. Ce beau monde s'en donnerait à cœur joie s'il en avait un. En l'occurrence, la « totale » assurance de poursuivre son entreprise de destruction lucrative lui suffit.

Comment passer de la désertion individuelle à l'insurrection collective ?

L'État et ses commanditaires auraient intérêt à nous entraîner dans une guerre civile, ou du moins dans sa parodie. Ils en tireraient un double avantage. Ils nous acculeraient sur un terrain qu'ils connaissent assez pour nous écraser. Plus déplorable encore, ils nous militariseraient, ils nous mécaniseraient, nous engageant à contresens de la conscience humaine pour laquelle nous luttons. Libre à qui le souhaite de recourir à une de ces guérillas sans armes, selon le principe « ne jamais détruire un être humain, mais détruire les machines qui nous déshumanisent ».

Néanmoins, compte tenu de l'effondrement programmé par l'écart croissant entre l'économie réelle et l'économie spéculative, mieux vaut miser sur une insurrection pacifique comme celle qu'illustrent à leur façon les zapatistes, les Gilets jaunes et ces insurgés improbables qui surgissent de partout.

Le peuple avait fini par s'aviser que ses exploiters étaient des malades. Il lui apparaît maintenant que le pouvoir n'est plus assumé par des égotants mais qu'il est géré par la terreur épidémique et l'épidémie de terreur. Le capitalisme moribond érige la morbidité en mode de gouvernement. La peur de la maladie est l'instrument d'une oppression automatisée. Une fois mise en branle, la machine fonctionne seule, elle s'accommode de dirigeants décérébrés, de créatures acéphales trébuchant de sottises en incompétences. L'État et ses commanditaires sont déchargés de toute responsabilité. Et nous, de tout devoir envers eux ! L'autodéfense sanitaire devient pour chacune et chacun la substance d'une autodéfense généralisée. Sous cet angle, l'autogestion – autrement dit l'organisation du peuple par lui-même – n'a plus rien de subversif, c'est une cure de santé parfaitement légitime !

– À *contretemps* / En lisière / septembre 2022 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article937>]

Illustration de tête : Lino.